

Section Thématique 50 : La circulation des procédures judiciaires et des outils du « post-conflit » dans la construction des causes victimaires : une perspective comparée

David Copello (IEP de Paris, Cevipof)

david.copello@sciencespo.fr

Repenser la genèse d'une construction victimaire : à propos de l'opposition « victime innocente » / « victime militante » en Argentine

« Nous sommes fiers de nos parents révolutionnaires et nous prenons l'engagement de suivre, jusqu'à ses dernières conséquences, le combat pour la mémoire et pour la justice. Il y a vingt ans, camarades, nos vieux ont décidé de nous avoir. Ils savaient qu'ils ne verraient peut-être pas la victoire, qu'ils ne verraient pas le pays qu'ils étaient en train de construire, et ils ont voulu que nous, nous le voyions. Camarades, comment ne pas les célébrer [...] [:] aujourd'hui nos vieux sont plus vivants que jamais sur cette place, parce que les Mères sont là, parce que les *H.I.J.O.S*¹ nous sommes là, parce que vous êtes là, parce que le peuple, qui résiste tous les jours, est là. Parce que résister c'est vaincre, camarades, on ne nous a pas vaincus »²

Ces paroles, prononcées sur la Place de Mai à Buenos Aires le 24 mars 1996, jour de commémoration des vingt ans du coup d'Etat militaire qui initia la dernière dictature militaire argentine (1976-1983), semblent résonner encore dans l'actualité des politiques mémorielles de ce pays. On voit s'y dessiner une figure appelée à connaître un grand succès dans les

¹ Acronyme signifiant « enfants », et désignant l'association *Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio*, Fils et Filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence.

² *Página 12*, 25 mars 1996, cité par LORENZ, Federico, « ¿De quién es el 24 de marzo? Las luchas por la memoria del golpe de 1976 » in JELIN, Elizabeth (dir.), *Las conmemoraciones: las disputas en las fechas "infelices"*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002, p. 87. Sauf indication contraire, c'est moi qui traduis.

années qui suivent : celle d'une victime de la dictature indissociable de son engagement militant pour une transformation radicale de la société :

« L'identité de la génération de nos vieux a été cachée. Aujourd'hui, on parle beaucoup des disparus, mais pas des raisons pour lesquelles on les a fait disparaître, des choses qu'ils voulaient, des choses dont ils rêvaient, de ce pour quoi ils luttèrent. Le militantisme a souffert d'une double disparition : la disparition physique des camarades, et la disparition politique de leurs projets de libération »³

Ce type de discours, que j'appellerai ici *discours de la victime militante*⁴ deviendra en effet, relativement rapidement, à la fois un discours étatique et un modèle dominant dans l'espace des mouvements sociaux pour les droits de l'Homme et la mémoire. Discours étatique, parce que dès son accession au pouvoir le 25 mai 2003, le Président de la République Néstor Kirchner revendiquera son appartenance à cette « génération décimée »⁵ par la dictature, génération définie avant tout à partir de son engagement et ses idéaux révolutionnaires. A travers ce geste symbolique, il se place dans une double continuité : celle qui cherche à politiser le statut des victimes de la dictature, et celle qui cherche à questionner la construction de l'Etat de droit, depuis 1983, sur un modèle économique néo-libéral hérité du coup d'Etat, primant sur l'affirmation d'une démocratie égalitaire. Ce modèle de la victime militante, pris en charge par le discours étatique, l'est également, de façon dominante, dans le champ des mouvements sociaux pour les droits de l'Homme, la Justice et la Mémoire. Certes, quelques-uns des intellectuels reconnus dans ce champ se situent dans une forme d'anti-kirchnérisme libéral qui rejette cette célébration de la victime militante⁶. Mais l'espace de conflictualité le plus saillant se situe, en réalité, parmi les défenseurs de la victime en tant que militante eux-mêmes : on voit ainsi s'opposer les organisations de défense des droits de l'Homme et/ou associations de victimes les plus bienveillantes vis-à-vis du gouvernement (Mères et Grands-mères de la Place de Mai notamment) à celles qui le critiquent le plus frontalement (en particulier HIJOS La Plata et l'Association des Ex Détenus et Disparus)⁷. Parfois brutale⁸, cette confrontation entre kirchnéristes et anti-kirchnéristes de gauche n'en oppose pas moins des acteurs réunis autour de cette prémisse commune qu'est le discours de la victime militante, dont on s'accusera mutuellement, tout au plus, d'en faire un usage inauthentique.

Je vais ici m'intéresser à la genèse de cette construction discursive à travers ses usages dans les mobilisations collectives organisées par les associations de défense des droits de

³ *Revista HIJOS La Plata*, n°1, septembre-octobre 1996, p. 2.

⁴ L'usage du terme "victime" pose un certain nombre de problèmes dans la mesure où il est souvent rejeté par les acteurs étudiés ici. La revendication d'une identité militante passe en effet, dans une certaine mesure, par un refus de la victimisation, qui ôterait à celui dont elle fait l'objet sa subjectivité politique. J'en ferai toutefois usage ici à des fins strictement analytiques.

⁵ KIRCHNER, Néstor Carlos, *Cuadernos de la militancia n°2 : discursos del presidente Néstor Kirchner*, Buenos Aires, Punto Crítico, 2011, p. 27.

⁶ On peut penser par exemple à Graciela Fernández Meijide ou à Hugo Vezzetti.

⁷ Pour une approche contemporaine (jusqu'en 2007) de la structure et des points de clivage au sein du champ des droits de l'Homme argentin, voir TAHIR, Nadia, *Argentine : mémoires de la dictature*, Rennes, PUR, 2015.

⁸ Comme le montre une des dernières actions d'HIJOS La Plata, le 24 mars 2015, qui a consisté à brûler publiquement une poupée à l'effigie de Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des Mères de la Place de Mai.

l'Homme argentines. Si on se fie à la bibliographie, conséquente, consacrée au sujet, le discours de la victime militante semble être un phénomène relativement nouveau dans l'histoire de ces mobilisations. Il trouverait en effet son origine dans une conjonction entre opposition aux politiques (anti)mémorielles et refus des réformes néolibérales mises en place par le Président Carlos Menem entre 1989 et 1999. La victime militante serait donc une figure dont les origines remontent aux années 1990. Sa genèse serait même associée à un tournant bien délimité, ayant lieu le 24 mars 1996 avec la première apparition publique de l'association H.I.J.O.S.⁹. Cette nouvelle génération introduit dans le discours politique une équivalence entre les luttes pré-dictatoriales pour la Révolution et les luttes post-dictatoriales contre le néolibéralisme, équivalence destinée à dévoiler la continuité entre dictature militaire et institutions démocratiques : lutter pour défendre la mémoire des disparus et de toutes les victimes de la dictature passe par une récupération de leurs idéaux politiques, au-delà de la simple réclamation du Procès et Châtiment. Ou plutôt, à travers cette revendication, ce n'est plus seulement le jugement individualisé des coupables qui est demandé, mais une condamnation généralisée du système socio-économique hérité de la dictature, qui dépasse un simple rejet de l'institution militaire.

Qu'est-ce qui explique que cette récupération des idéaux révolutionnaires passés n'ait pas eu lieu auparavant ? Si on se fie, une fois de plus, à la bibliographie sur le sujet, cela est lié à la prédominance, dans les années 1980 et au début des années 1990, d'un *discours de la victime innocente*, lui-même rattaché à un rejet supposé généralisé des formes de l'agir révolutionnaire dans la post-dictature. Ce rejet est souvent associé à l'idée que se serait installée, dans les médias, dans les discours politiques, bref, dans le « sens commun » de l'époque, une « théorie des deux démons » selon laquelle les responsables de la violence politique des années 1970 sont, certes, les militaires, mais aussi les militants révolutionnaires, qui les auraient en quelque sorte provoqués, prenant ainsi la société en otage¹⁰. Cette théorie des deux démons culpabilise donc le militantisme : devant son omniprésence, les organisations qui cherchent à préserver la mémoire des disparus de la dictature et à juger les coupables de leur disparition se verraient dans l'impossibilité stratégique de revendiquer leur héritage politique. Pour obtenir gain de cause, pour qu'ait lieu le Procès et Châtiment des coupables, mieux vaut donc opérer une dépolitisation de ceux pour qui on lutte : le discours de la victime militante n'ayant pas sa place dans ce contexte idéologique, c'est le discours de la victime innocente qui prend le dessus.

C'est à ce niveau que se situe la tension que je souhaiterais explorer aujourd'hui. En effet, l'idée que le discours de la victime innocente est, à un moment donné, majoritaire, n'exclut pas la possibilité que puisse se manifester, en parallèle et de façon plus minoritaire, un discours de la victime militante. Cependant, et comme je voudrais le montrer plus en détail par la suite, cette dichotomie majoritaire/minoritaire est souvent ramenée, de manière plus ou moins évidente selon les travaux, à une dichotomie existence/inexistence qui s'avère bien plus

⁹ Dont le groupe HIJOS La Plata mentionné plus haut, membre de l'organisation initiale, s'est émancipé par la suite.

¹⁰ En guise d'illustration de ce point de vue, on peut se référer à MONTERO, Ana Soledad, *¡Y al final un día volvimos! Los usos de la memoria en el discurso kirchnerista (2003-2007)*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2012, p. 18.

excluante. Si on suit cette dernière, non seulement le discours de la victime militante serait minoritaire dans les années 1980 mais, plus radicalement, il n'existerait pas. C'est en ce sens que l'insistance sur l'apparition d'une nouvelle génération militante en 1996 me paraît significative : si ce sont les « jeunes » qui reprennent un discours de la victime militante, c'est que les « vieux » ne s'en sont pas chargés auparavant. La nouveauté ne résiderait ainsi pas simplement dans l'ampleur acquise par le discours de la victime militante, mais dans le fait qu'il s'agirait d'une création *ex nihilo*. Je trouvais travailler ici cette distinction entre le « minoritaire » et l'« inexistant » pour montrer que ces deux plans sont souvent confondus dans les études sur le sujet traité ici, et qu'on gagnerait beaucoup à les distinguer plus nettement, car cela permettrait de prendre en compte d'autres dimensions, inexplorées et plus anciennes, de ce cadrage symbolique de la victime comme militante.

Je défendrai donc l'idée que « minoritaire » ne veut dire ni « inexistant », ni non plus, comme nous allons le voir, « isolé ». Pour cela, je vais me focaliser sur la manière dont est envisagée l'Association des Mères de la Place de Mai dans les années 1980, afin de montrer que cette confusion minoritaire/isolé/inexistant est liée en partie à une approche qui résume trop rapidement le mouvement pour les droits de l'Homme à l'étude de ses *organisations*. Je montrerai ensuite les avantages de prendre au sérieux la notion de « champ » pour étudier ce mouvement pour les droits de l'Homme : celle-ci permet en effet d'envisager les parcours et la circulation transorganisationnelle d'un certain nombre d'acteurs qui jouent un rôle mobilisateur important. Enfin, je montrerai en quoi cette prise en compte de nouveaux acteurs permet de faire apparaître des dispositifs de sensibilisation à la cause victimaire qui n'ont été que peu recensés jusqu'ici.

I. *Madres de Plaza de Mayo* : une épine dans le pied de l'analyse

Au moment où renaissent les institutions démocratiques, à la fin 1983, parmi toutes les organisations de défense des droits de l'Homme ayant résisté à la politique du silence mise en place par la dictature, une association de proches de victimes se démarque assez nettement des autres, par l'ampleur du capital symbolique qu'elle a accumulé depuis sa création en 1977. Il s'agit des Mères de la Place de Mai, dirigées par Hebe de Bonafini. On peut ainsi lire, ici ou là, en 1985, que « les Mères de la Place de Mai, ainsi que le reconnaît une grande partie de l'opinion publique et des politiques, ont été les premières et les plus conséquentes combattantes antidictatoriales »¹¹, ou encore que « personne ne peut manquer de reconnaître que dans ce chemin de lutte, les Mères de la Place de Mai ont été l'avant-garde et le moteur de la défense des droits de l'Homme en Argentine »¹². Cette association, qui regroupe des mères de personnes disparues dans les geôles de la répression, s'érige ainsi, au moment de la transition, en une sorte de symbole éthique du renouveau démocratique.

¹¹ VEIGA, Raúl, *Las organizaciones de derechos humanos*, Buenos Aires, CEAL, 1985, p. 28.

¹² *Ibid.*, p. 10.

Ce statut va toutefois entrer rapidement en conflit avec l'incarnation institutionnelle du pouvoir démocratique. Les politiques menées par le Président Alfonsín ne correspondent pas aux revendications de l'association : exhumations de cadavres, tentative d'autoépuration de l'armée par les tribunaux militaires, formation d'une commission de notables (la CONADEP) pour enquêter sur le sort des disparus... Sur tous ces points, les *Madres* s'opposent aux initiatives gouvernementales. Et semblent, ainsi, s'isoler. Le 20 septembre 1984, par exemple, lorsque la CONADEP rend son rapport final, et qu'une marche est organisée pour l'occasion, les Mères de la Place de Mai sont, parmi toutes les associations de défense des droits de l'Homme créées avant et pendant la dictature, les seules à refuser d'y participer¹³. Cet épisode, parmi d'autres, vient confirmer le constat que Raúl Veiga fait très tôt : « En 1985 les *Madres* sont considérées comme les plus radicalisées et intransigeantes parmi les huit organisations de défense des droits de l'Homme »¹⁴, pouvant ainsi être vues rétrospectivement comme des précurseurs du discours de la victime militante. Le problème de cette radicalité à ce moment, c'est donc qu'elle les isole du reste du « mouvement ». Situation qui ne fera par ailleurs que s'aggraver lorsqu'a lieu une scission interne, qui donne naissance en 1986 à deux entités séparées : les Mères de la Place de Mai-Ligne Fondatrice, qui recentrent quelque peu leurs revendications, et l'Association Mères de la Place de Mai (AMPM), qui maintient la ligne « dure » défendue par sa présidente Hebe de Bonafini. Scission qui serait, par ailleurs, contemporaine d'une affirmation encore plus poussée du particularisme de l'AMPM :

« A partir de 1986, le discours des Mères de la Place de Mai, tout en continuant à se radicaliser dans ses prises de position face au gouvernement et même face au reste des organismes de droits de l'Homme, commence à assumer publiquement l'identité politique des disparus : militante, révolutionnaire et populaire. En réalité, bien que les Mères de la Place de Mai aient déjà revendiqué la lutte de leurs fils avant 1986, cette année marque [...] le début d'une mise à distance progressive de cette association vis-à-vis du reste du mouvement pour les droits de l'Homme »¹⁵

La radicalité qui amène les *Madres* à refuser d'inscrire leur discours à l'intérieur du paradigme de la victime innocente, en fait donc une organisation minoritaire au sein du « mouvement » pour les droits de l'Homme, et isolée si on tient compte du fait qu'à partir du retour à la démocratie, elle cesse de partager nombre des espaces de mobilisation animés par les autres associations de défense des droits de l'Homme de l'époque. De là à affirmer que le discours de la victime militante n'apparaît que dans les années 1990, il n'y a qu'un pas.

Il faut toutefois analyser de manière critique cet isolement supposé, pour en comprendre la nature. Dans son étude des commémorations du 24 mars, jour du coup d'Etat, entre 1976 et 2001, Federico Lorenz confirme le diagnostic d'un isolement grandissant de l'AMPM vis-à-vis du reste des organismes : celle-ci en vient à constituer, à elle seule, un secteur « dur » du mouvement des droits de l'Homme, tandis que les huit autres organisations sont regroupées, dans son analyse, dans un même secteur « modéré »¹⁶. Chacun de ces

¹³ Pour plus de détails sur ce moment de confrontation, voir GORINI, Ulises, *La otra lucha : Historia de las Madres de Plaza de Mayo. Tomo II (1983-1986)*, Buenos Aires, La Página, 2011 [2008], pp. 181-189.

¹⁴ *Ibid.*, p. 18.

¹⁵ BISQUERT, Jaquelina, LVOVICH, Daniel, *La cambiante memoria de la dictadura : discursos públicos, movimientos sociales y legitimidad democrática*, Buenos Aires, Biblioteca Nacional, 2008, p. 39. C'est moi qui souligne.

¹⁶ Voir à ce sujet : LORENZ, Federico, *op. cit.*, pp. 78-82.

secteurs agit de manière indépendante : des commémorations séparées sont organisées chaque année, et l'auteur met en valeur la capacité du secteur « modéré » à convoquer le public lorsqu'il s'organise de manière groupée (60 000 manifestants en 1990 ; 50 à 100 000 en 1996, année de réémergence du mouvement après une période de vaches maigres). Face à de tels chiffres, les manifestations organisées par l'AMPM ne peuvent apparaître que minoritaires, venant donc confirmer la thèse de la fermeture sur soi. Néanmoins, deux types d'indices présents chez ce même auteur semblent indiquer que leur position n'est pas, pour autant, isolée, et que leur impact reste plus que significatif. Tout d'abord, et c'est un premier type d'indices, l'AMPM est la seule organisation qui parvienne à mobiliser à elle seule, dans ses meilleurs moments, des milliers de citoyens pour commémorer le coup d'Etat, comme en 1996 (20 000 personnes) ou en 1989 (« plus de dix mille »¹⁷ personnes), dans le climat pourtant raréfié qui suit l'attaque d'un régiment militaire par un groupe armé révolutionnaire en janvier de la même année, plongeant le reste des milieux militants dans une peur généralisée de la répression. Mais l'analyse comparative du nombre de références faites au secteur « modéré » majoritaire et au secteur « dur » minoritaire dans ce texte de Federico Lorenz, second type d'indices, me semble encore plus révélatrice. Si on additionne toutes les fois où est mentionné¹⁸ le secteur « modéré », aussi bien de manière collective que de manière individuelle (soit chaque mention de l'une des associations suivantes ou d'un de ses membres : APDH, Abuelas de Plaza de Mayo, Madres de Plaza de Mayo – Línea Fundadora, Familiares, CELS, MEDH, LADH et SERPAJ), on dénombre 33 occurrences sur l'ensemble du texte. Mais si on fait de même pour le secteur « dur », et qu'on additionne toutes les fois où sont mentionnées les Mères de la Place de Mai avant la scission de 1986, l'AMPM après 1986, et Hebe de Bonafini sa présidente, on arrive au chiffre de 36. Le noyau principal des Mères de la Place de Mai est donc mentionné, à lui seul, davantage de fois que toutes les autres organisations historiques réunies¹⁹. Si on ne considère que la période post-scission, où l'AMPM incarne à proprement parler le secteur « dur » dans les termes de l'auteur, l'omniprésence de cette organisation dans le texte se maintient (19 ou 26 occurrences du secteur « modéré » selon le mode de calcul, 23 occurrences du secteur « dur »). Il faudrait sans doute, pour en tirer des conclusions plus fondées, systématiser ce type d'analyse comparative des occurrences et l'élargir à bien d'autres textes sur le sujet. Néanmoins, ce coup de sonde rapide me permet de pointer cette ambiguïté du statut des *Madres* dans l'analyse du « mouvement » pour les droits de l'Homme : bien que minoritaires, elles semblent être les seules à pouvoir mobiliser, en toute autonomie, des milliers de personnes lors des événements qu'elles organisent ; bien qu'isolées en termes organisationnels, elles n'en restent pas moins incontournables dans toute analyse du sujet, au point d'occuper un espace que ne leur dispute aucune autre organisation, quelle que soit la période observée. Comment expliquer l'ambiguïté de ce statut, qui concerne à la fois l'organisation et le discours dont elle est porteuse ?

¹⁷ *Ibid.*, p. 78.

¹⁸ En excluant les notes de bas de page et le discours rapporté.

¹⁹ J'exclus de ce décompte les associations qui, comme H.I.J.O.S., n'apparaissent qu'à partir des années 1990.

II. Pour discuter la thèse de l'isolement : les droits de l'Homme, un champ militant au sens large

Comme je l'ai déjà évoqué dans les lignes qui précèdent, les *Madres*, effectivement isolées si on pense en termes d'organisations – elles agissent toujours indépendamment des autres organisations à partir de 1986 –, n'en jouissent pas moins d'un rayonnement qui semble dépasser ce fait ponctuel. Pour comprendre cette dynamique, il faut prendre au sérieux la notion de « champ » au sens bourdieusien dans l'étude du « mouvement » pour les droits de l'Homme. Ceci doit nous permettre de prendre en compte le rôle des différents acteurs extra-organisationnels dans la constitution des *Madres* comme pôle agglutinant du discours de la victime militante dans les années 1980, ouverture qui leur permet de contrebalancer l'isolement formel dont elles auraient pu pâtir autrement.

En quoi la notion de « champ » peut-elle s'avérer utile dans ce contexte ? Bien que le vocabulaire et les concepts qui y sont associés (autonomie relative et structure concurrentielle des prises de positions notamment) soient présents dans de nombreux travaux touchant le sujet, les possibilités offertes par l'étude des champs militants ont été, à mon sens, quelque peu sous exploitées pour le moment.

Les usages de cette notion ont pour mérite de nuancer une vision particulièrement présente dans les études du début des années 1980, comme celles que dirige Elizabeth Jelin²⁰, qui font du « mouvement des droits de l'Homme » en tant que tel un nouvel acteur social aux traits très unifiés et assez vagues. Cette vision reprend le vocabulaire des « nouveaux mouvements sociaux », et tend à montrer qu'avec la remise en cause de la dictature ont surgi de nouveaux acteurs qui échappent à l'emprise des structures partisans et occupent l'espace public à travers des prises de position qui reposent davantage sur l'« éthique » que sur la politique au sens strict. Le « mouvement des droits de l'Homme » se situe au cœur de ce type d'analyses, qui privilégient l'étude de revendications, en quelque sorte, métapolitiques. Dans les travaux les plus anciens d'Elizabeth Jelin, ceci donne lieu à un traitement bienveillant, parfois au détriment d'une prise en compte approfondie des tensions qui traversent le champ. En 1994 encore, bien qu'elle admette sans s'y attarder qu'« en termes sociétaux, il y a de multiples demandes et de nombreuses mémoires. Le processus [de formulation et de revendication d'une mémoire de la dictature] est, nécessairement, d'une grande complexité, jamais univoque »²¹, sa définition centrale n'en est pas remise en question : « en Argentine pendant la transition à la démocratie, le mouvement des droits de l'homme est *un* « entrepreneur » qui cherche à promouvoir *un certain type* de mémoire »²². Dans d'autres cas,

²⁰ Voir par exemple : *Movimientos sociales y democracia emergente*, Buenos Aires, CEAL, 1987 et *Los nuevos movimientos sociales : Mujeres. Rock nacional. Derechos humanos. Obreros. Barrios*, Buenos Aires, CEAL, 1989.

²¹ JELIN, Elizabeth, « The politics of memory : the human rights movements and the construction of democracy in Argentina », *Latin American Perspectives*, vol. 21, n°2, 1994, p. 51.

²² *Ibid.*, p. 50. C'est moi qui souligne.

cette assignation des organisations de défense des droits de l'Homme à une sphère extrapolitique de revendication donne lieu, quand elles s'en écartent, à un point de vue plus réprobateur. Héctor Ricardo Leis observe ainsi en 1989 une « expansion inappropriée [de] la majorité des entités du mouvement des droits de l'homme, qui envahit les juridictions des partis et même de l'Etat », ce qui, selon lui, est mauvais car il s'agit d'« un nouveau mouvement social et que, par conséquent, ses meilleures possibilités sont aux côtés de ses pairs »²³, les mouvements pacifistes, anti-nucléaire et écologistes, avec lesquels il regrette que ne soient pas mises en commun davantage d'initiatives. La notion de « mouvement », dans ces différentes études, permet donc de signaler une extériorité vis-à-vis des pratiques politiques traditionnelles, mais son usage tend parfois à unifier artificiellement des répertoires et des stratégies disparates. En tant que label, la notion de « mouvement des droits de l'Homme » est incontournable, dans la mesure où ses usages dans l'espace public sont très courants, mais elle s'avère quelque peu limitée quand elle est mobilisée en tant que concept heuristique.

L'utilisation du concept de « champ », présente chez d'autres auteurs, permet de contrebalancer quelque peu ces limitations. María Olga Ruiz s'en sert, dans un article de 2011, pour mettre en lumière les luttes internes au « mouvement des droits de l'Homme », constantes, ayant pour objet la définition d'une interprétation légitime du passé récent²⁴. Elle y évoque la structure des positions prises par les différentes organisations en fonction du contexte historique, en mettant l'accent sur la particularité de l'AMPM, à laquelle elle rattache l'association H.I.J.O.S. à partir de son apparition en 1996. La mobilisation de la théorie des champs dans l'étude permet ainsi de mettre en évidence les points de clivage entre les différentes organisations, en reconstruisant la structure des positions à l'intérieur du champ. Cependant, l'usage qui en est fait demeure limité et ne fait, au fond, que reprendre le cadre d'analyse déjà fixé, par exemple, par Raúl Veiga en 1985 : celui-ci prenait en effet pour objet l'étude des organisations de défense des droits de l'Homme dans leurs particularités et leurs désaccords, plutôt que le « mouvement » comme tout unifié²⁵. L'unité d'analyse, ce sont les organisations qui, par métaphore anthropomorphique, acquièrent un statut d'acteurs. Si on en reste là, on ne peut comprendre comment l'AMPM réussit à dépasser son isolement vis-à-vis des autres organisations et à maintenir sa capacité à mobiliser et à diffuser son discours de la victime militante.

Pour cela, il faut à mon sens tenir compte du fait que la dynamique du champ ne se limite pas uniquement aux huit, neuf ou dix organisations canoniques dont on dit le plus souvent qu'elles constituent les organismes « historiques » du mouvement des droits de l'Homme. Si on prend au sérieux la théorie des champs et qu'on considère que la mobilisation des concepts de droits de l'Homme et de mémoire dans l'espace public argentin peut obéir à ses logiques, il faut alors souligner le fait que chacune des organisations en question possède

²³ LEIS, Héctor Ricardo, *El movimiento por los derechos humanos y la política argentina*, Buenos Aires, CEAL, vol. 1, pp. 67-68.

²⁴ RUIZ, María Olga, « Qué y cómo recordar : luchas por la memoria en el movimiento de derechos humanos argentino (1976-1998) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne le 30 mai 2011 [URL : <http://nuevomundo.revues.org/61495>]

²⁵ VEIGA, Raúl, *Las organizaciones de derechos humanos*, Buenos Aires, CEAL, 1985.

un degré *relatif* d'autonomie vis-à-vis des autres champs d'action contemporains, et en particulier le champ politique. Si les droits de l'Homme peuvent se présenter comme champ autonome, celui-ci n'interagit pas moins, dans son processus de constitution, avec des acteurs venus d'autres champs, qui ne se présentent pas comme ses représentants les plus légitimes mais n'en ont pas moins un impact qui mériterait d'être étudié et délimité. Il y a en effet, c'est incontestable, des « professionnels » du champ des droits de l'Homme qui tendent à monopoliser les postes de représentants légitimes des différentes organisations. C'est le cas d'Adolfo Pérez Esquivel pour le SERPAJ, de Graciela Fernández Meijide pour l'APDH dans les années 1980, ou des mères de disparus militantes des Mères de la Place de Mai : ces dernières s'interdisent même longtemps de participer à des événements partisans *en tant que* militantes de *Madres*²⁶. Les activités liées aux droits de l'Homme sont ainsi nettement séparées des activités proprement politiques, et les deux champs se présentent comme étanches. Mais on trouve aussi, au sein de ces organisations, des acteurs venus d'autres espaces d'intervention sociale, qui participent de près ou de loin aux luttes pour la définition d'une politique de droits de l'Homme et de mémoire légitime à l'intérieur du champ, et prennent part de manière active au modelage interne du discours et des modalités d'action de chacune des organisations du champ. Ce type d'interactions ne manque pas d'être observé quand il s'agit d'évoquer les organisations les plus ouvertement proches du champ politique, comme la *Liga Argentina por los Derechos del Hombre* (LADH), dont la création en 1937 s'était faite à l'initiative du Parti Communiste Argentin, ou l'*Asamblea Permanente por los Derechos Humanos* (APDH), qui compte dans ses instances dirigeantes un certain nombre d'élus socialistes et radicaux (et en particulier, jusqu'à son expulsion en 1986, le Président Alfonsín lui-même). Mais ce rôle, pourtant bien réel, est peu étudié chez les *Madres* : on verra par la suite quel en est l'impact dans cette association. On se contentera de noter pour le moment que ces acteurs à la fois externes (par leur inscription dans d'autres champs) et internes (par leur participation active dans ce champ-ci) au champ des droits de l'Homme peuvent entretenir des rapports plus ou moins concurrentiels avec les « professionnels » du champ : on pourrait même alors parler de logiques de sous-champ à l'intérieur de chacune de ces entités. Ce que je voudrais signaler maintenant, c'est que dans le cadre d'une association isolée en termes organisationnels au sein du « mouvement des droits de l'Homme », comme c'est le cas des *Madres* de manière croissante au cours des années 1980, cette perméabilité relative induite par la logique des champs peut aider à comprendre le maintien d'une capacité de mobilisation et d'un capital symbolique forts malgré tout.

Qui fabrique et divulgue le discours de la victime militante dans les années 1980 ? Ce sont les *Madres*. Mais qui « fait » les *Madres* ? C'est la question qu'on peut poser, une fois le point de vue méthodologique exposé, pour opérer une transition vers l'objet spécifique de cette étude. Car les mères de disparus qui manifestent sur la Place de Mai ne sont pas les Mères de la Place de Mai. Ou plutôt, parmi les Mères de la Place de Mai, il n'y a pas que des mères de la Place de Mai. Certes, les prises de position de l'association relayées par la presse

²⁶ Elles peuvent assister à des *meetings* partisans, par exemple, à titre individuel, mais doivent pour cela retirer le foulard qui les identifie en tant que *Madres*.

sont généralement issues des prises de parole de la Présidente de l'AMPM, Hebe de Bonafini, qui est bien une mère de disparus. De même, les communiqués officiels de l'AMPM sont, *a priori*, rédigés uniquement par les mères de disparus, par ailleurs seules « membres » à part entière de l'organisation, quoiqu'il n'y ait pas, à proprement parler, de registre des adhésions dans cette structure qui restera longtemps informelle²⁷. Mais pour faire exister les *Madres*, ces mères de disparus s'appuient sur des réseaux de soutien « externes » qui contribuent à en modérer l'image et prennent une part active à ses activités. Lorsque sont organisées des manifestations dans les rues de Buenos Aires, des groupes de jeunes sont parfois mentionnés comme prenant part à la définition et à la mise en place des dispositifs d'occupation de l'espace. En 1985 par exemple, les *Madres* organisent une campagne de solidarité internationale ayant pour slogan « Déle una mano a los desaparecidos »²⁸ : les contributeurs doivent dessiner leurs mains sur du papier et leur envoyer ce dessin. C'est un groupe de jeunes, dont l'origine organisationnelle n'est pas spécifiée mais qui se présente en tant que « Front des Droits de l'Homme », qui se charge d'accrocher les centaines de milliers de mains reçues tout au long du parcours de la marche du 21 mars 1985²⁹ : selon le point de vue qu'on adoptera, ce groupe pourra être considéré comme une sous-partie intégrée à l'organisation, ou comme une entreprise sous-traitée. Il en va de même du discours public de l'organisation, relayé par un organe de presse officiel paraissant tous les mois à partir de décembre 1984 : les mères à proprement parler sont loin de détenir le monopole de sa production. Bien qu'Hebe de Bonafini conserve un droit de veto incontesté sur tout ce que publie le journal *Madres de Plaza de Mayo*, sa fabrication est le fait d'une équipe nourrie de collaborateurs, journalistes et intellectuels, dont le profil diffère de celui des mères de disparus. C'est sur ce point que je vais à présent m'attarder quelque peu : publication périodique dont la parution restera stable et régulière de 1984 aux années 2000, le journal des *Madres* permet d'ancrer l'étude des réseaux militants dans lesquels s'inscrit l'association sur une base solide³⁰.

Comment fonctionne et qui constitue cette instance de production du discours des *Madres* qu'est leur journal mensuel ? Assurée formellement par María del Rosario de Cerruti, mère de disparu, la direction de la rédaction repose en fait, selon des témoignages convergents, sur les épaules du journaliste Alberto Guilis, qui n'est pas à proprement parler une « Mère », mais qui joue donc un rôle important dans la définition de ce que sont et ce que disent les Mères de la Place de Mai, comme j'essaie de le démontrer ici. Il permet d'introduire une distinction entre les « Mères-mères » et les « Mères-non mères » dont je vais me resservir plus loin. Le reste de l'équipe est constitué d'une vingtaine de collaborateurs-journalistes très actifs et de quelques *columnistas*, qui se contentent d'envoyer leurs notes d'opinion une fois par mois mais ne participent que peu à la vie quotidienne de la rédaction. On y compte aussi des illustrateurs et photographes qui n'entreront pas en ligne de compte ici. Le journal avait pour objectif de promouvoir les activités de l'association, mais pas uniquement : on voit également s'y dessiner un point de vue plus général des *Madres* sur les différents enjeux qui rythment l'actualité politique nationale et internationale. Ce qu'il est

²⁷ Sur le fonctionnement concret de l'organisation, voir GORINI, *Ulises*, *op. cit.*

²⁸ « Donnez une main aux disparus ». Voir une affiche d'époque : <http://www.archivosenuso.org/viewer/432>

²⁹ Voir à ce sujet : GORINI, *Ulises*, *op. cit.*, pp. 278-279., ou LORENZ, *Federico*, *op. cit.*, pp. 72-73.

³⁰ Davantage en tout cas qu'une potentielle étude à partir des réseaux de jeunes évoqués un peu plus haut, dont les apparitions sont irrégulières, les dénominations (quand elles existent) variables, et les archives inexistantes.

intéressant de noter au passage, c'est que la définition de cette ligne ne va pas se faire sans conflits dans la rédaction du journal : Hermán Schiller, membre de l'équipe, note ainsi que, dès le départ, des tensions sont perceptibles entre les journalistes les plus nationalistes, étatistes et péronistes, et ceux qui se situent plutôt du côté d'une gauche marxiste ou anarchiste, et internationaliste³¹. L'identité publique assumée par l'organisation *Madres* à travers son journal est donc elle-même le fruit de luttes internes, plus ou moins ouvertes, pour la définition d'un point de vue légitime, dans lesquelles interviennent des acteurs qui prennent position par rapport à leurs préférences dans le champ politique. Mais ce qui est encore plus intéressant, quand on se penche d'un peu plus près sur le personnel qui constitue cette équipe de rédaction, c'est qu'on voit s'y dessiner différents groupes de collaborateurs qui renvoient à d'autres groupes et organisations *a priori* externes au champ des droits de l'Homme. Le journal est donc un point d'interaction entre ce dernier champ et les champs politiques et culturels, interaction qui agit dans deux sens : l'équipe éditoriale contribue à définir et affirmer le profil et le discours « militant » de l'organisation par rapport aux autres associations de défense des droits de l'Homme qui restent sur un profil plus « innocent » et, parallèlement, elle contribue, par le biais de ses autres milieux de socialisation politique et culturelle, à la diffusion du discours de la victime militante par-delà le discours de l'organisation elle-même. Parmi ces personnalités et groupes constitués, on peut identifier des figures issues à la fois du champ culturel et du champ politique. Vicente Zito Lema figure par exemple parmi les collaborateurs, ainsi qu'Alipio Paoletti : tous deux sont bien insérés dans les milieux du journalisme culturel militant ; ils ont travaillé ensemble dans les pages du journal *La Voz del Mundo* entre 1983 et 1985, et poursuivrons leur coopération dans la revue *Crisis*, refondée et dirigée par Zito Lema en 1986. Le journal des *Madres* partage également des collaborateurs avec l'organe plus directement politique du Movimiento Todos por la Patria, *Entre Todos*, tels que Julio Huasi ou Carlos Eichelbaum. Plus que pour leur signification intrinsèque, ces noms pris parmi d'autres sont surtout intéressants parce qu'ils signalent la circulation qui existe entre ces différentes publications, et donc entre ces différents milieux militants, au croisement de plusieurs champs. Un troisième noyau d'acteurs actifs à l'intérieur de cette nébuleuse retiendra maintenant notre attention. Il s'agit d'un trio tournant autour de la figure d'Eduardo Luis Duhalde, ses acolytes étant Rodolfo Mattarollo et Carlos González Gartland. Tous trois apparaissent comme *columnistas*, disposant d'une colonne d'opinion régulière, à la fois dans la revue des *Madres*, dans les revues dirigées par Vicente Zito Lema (*Crisis* en 1986-1987, puis *Fin de Siglo* entre 1987 et la fin 1988), et dans la revue *Entre Todos*. Ils n'ont pas une participation extrêmement active dans ces différentes publications, mais coopèrent sur des bases régulières avec les unes et les autres, jouant ainsi un rôle de courroie de transmission entre leurs différents milieux de production, et tissant également des liens avec leurs propres initiatives dans le milieu culturel – avec la maison d'édition *Contrapunto* (1984-1988), journalistique – avec le quotidien *Nuevo Sur* (1989-1990), associatif – avec l'*Instituto de Relaciones Internacionales* (1984-1988), et même partisan – avec le parti IDEPO (1987-1991), et la coalition *Izquierda Unida* (dans laquelle ils s'allient à la toute fin des années 1980 au PCA et au MAS, trotskiste). Toutes les publications mentionnées dans ces dernières lignes sont elles-mêmes saturées d'interventions transversales

³¹ Propos recueillis lors d'un entretien accordé le 22 octobre 2014 à Buenos Aires.

des autres acteurs évoqués ici : les encarts publicitaires d'une revue sont souvent cédés à une autre revue et, fait significatif, ces différents magazines et journaux proposent parfois à la présidente des *Madres* tout court puis de l'AMPM, Hebe de Bonafini, de s'exprimer dans une colonne d'opinion régulière³².

Avant de montrer plus en détail la circulation du discours de la victime militante que permet l'existence de cette nébuleuse dès les années 1980, on notera donc dès à présent que la formulation de ce discours n'est pas le seul fait des Mères-mères, mais le produit d'un travail faisant collaborer (de manière plus ou moins concurrentielle) différents types d'acteurs à l'intérieur des structures de socialisation estampillées du label « *Madres* ». Ces acteurs, de par leur multipositionnalité, leur inscription dans des champs divers, contribuent à diffuser ce discours et à en prolonger la production dans d'autres espaces, dont l'impact n'est que peu pris en compte dans l'étude du « mouvement des droits de l'Homme » en Argentine. On touche là, en effet, à un réseau des droits de l'Homme qui traverse et dépasse les organisations « canoniques » du champ. En choisissant un de ces noyaux d'acteurs-pivots, Eduardo Luis Duhalde et ses plus proches collaborateurs, et en analysant les différentes publications dans lesquelles il apporte une contribution, on peut approcher le modelage du discours de la victime militante à travers un prisme nouveau.

III. La « victime » militante : cadrages symboliques et dispositifs de sensibilisation aux marges du champ des droits de l'Homme

Le propos de cette dernière section est donc de montrer, en suivant le parcours du « groupe Duhalde » dans les différentes revues mentionnées plus haut, d'une part, la diffusion du discours de la victime militante dans un milieu plus large que la simple AMPM, et d'autre part, quelques altérations que subit ce discours en fonction de ses contextes de mobilisation publique. J'évoquerai trois aspects qui me semblent synthétiser les axes de réflexion que cette perspective permet de dévoiler : la possibilité d'un héritage sans filiation, la panthéonisation de dates ou figures révolutionnaires individuelles, et un travail spécifique d'articulation au présent des luttes passées.

Le matériau que j'exploite ici nous permet d'observer l'existence d'un héritage révolutionnaire non rattaché à une filiation dans la post-dictature. Par filiation, je fais ici référence à la relation parent/enfant, autour de laquelle le discours de la victime militante a longtemps été rattaché sur le plan symbolique. Si ce n'est qu'à partir de 1996 que les H.I.J.O.S. formulent leur volonté de lutte à partir d'un héritage familial qu'il s'agit de préserver, la question de la filiation comme clé du cadrage symbolique du militantisme était déjà présente depuis longtemps chez les *Madres*. Une des expressions phare du répertoire argumentatif de l'association consiste à affirmer que « ce sont nos enfants qui nous ont donné le jour ». Cette phrase est déclinée de multiples manières, sans relâche, depuis de très

³² C'est notamment le cas de *Crisis* et *Fin de Siglo*, revues dans lesquelles ces apparitions sont les plus constantes.

nombreuses années, rendant le propos plus ou moins explicite, comme dans cette citation de Hebe de Bonafini en 2012 : « Ils ont donné naissance à notre lutte et nous sommes restées enceintes pour toujours de leur esprit révolutionnaire »³³. L'importance de la relation filiale, inversée, ne s'en maintient pas moins. Tout ceci renvoie également à l'importance du lien de sang dans la constitution d'une légitimité à l'intérieur du champ des droits de l'Homme, élément déjà souligné entre autres par Virginia Vecchioli³⁴. L'intérêt des acteurs observés ici est donc, outre le fait qu'ils ne sont pas considérés habituellement comme des porteurs à part entière du discours de la victime militante, qu'ils ne se situent, par rapport à l'histoire militante dont ils cherchent à préserver la mémoire, ni en tant que « parents de », ni en tant qu' « enfants de » mais en tant que camarades de disparus ayant partagé leur expérience, situés dans la même temporalité historique d'engagement. De telles positions a-sanguines ne sont pas originales dans le champ des droits de l'Homme pris dans son entier : après tout, des associations comme le CELS, l'APDH ou le SERPAJ ne se présentent pas non plus comme étant fondées sur un lien de sang avec les disparus. Ce qui est spécifique ici, toutefois, c'est que dans la mesure où les *Madres* sont souvent considérées comme détenant le monopole du discours de la victime militante dans les années 1980, celui-ci excluait de son espace de production les acteurs dépourvus de cette filiation avec les disparus, ce qui n'est pas le cas. Leur prise en compte suscite donc de nouvelles interrogations : quels glissements opèrent-ils dans les figures de la commémoration des victimes en tant que militantes ? Comment articulent-ils leur présence militante (au présent) avec la dénonciation de la répression politique (au passé) ?

Sur le plan des figures de la commémoration, on peut distinguer deux procédés caractérisant l'apport spécifique du groupe étudié ici par rapport au groupe des mères de disparus. Le premier diffère dans sa nature, par l'individualisation d'un certain nombre de héros ou martyrs révolutionnaires. Parmi ceux-ci se dégage en particulier la figure de Rodolfo Ortega Peña : avocat de prisonniers politiques et député du péronisme révolutionnaire, proche collaborateur d'Eduardo Luis Duhalde, il meurt assassiné le 31 juillet 1974 par la milice parapolicière qu'est l'AAA (*Alianza Anticomunista Argentina*). Lors des anniversaires de sa mort, son parcours politique est remémoré dans des contributions aux revues *Crisis* (n°44, juillet 1986, p.16), *Entre Todos* (n°19, juillet 1986, pp. 20-21) ou dans la revue *Zona Abierta* du parti IDEPO (sept. 1988, p. 11 ; août 1989, p. 16). On voit ainsi se constituer la pièce maîtresse d'une sorte de panthéon des victimes militantes, dans lequel on pourrait aussi inclure Agustín Tosco (*Entre Todos* n°22, *Fin de Siglo* n°5) ou Alicia Eguren de Cooke (*Crisis* n°7) par exemple. La spécificité de cette mise en application du discours de la victime militante est que la victime y est individualisée à la fois dans sa personne et dans son ancrage politique, procédé qui avait été explicitement rejeté par l'AMPM au moment de sa scission avec les mères qui créent la *Línea Fundadora*. Chacune de ces dernières inscrivait sur son foulard le nom de son (ou ses) enfant(s) disparu(s), tandis que l'AMPM considérait que dans la mesure où les disparitions s'expliquaient par le projet collectif porté par les disparus, la

³³ <http://agenciapacourondo.com.ar/secciones/ddhh/7284-2012-03-23-10-50-00.html>

³⁴ Voir par exemple son article « “La nación como familia”: metáforas políticas en el movimiento argentino por los derechos humanos » in FREDERIC, Sabrina, SOPRANO, Germán (dir.), *Cultura y política en etnografías sobre la Argentina*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2005.

commémoration devait donc se faire, également, de manière collective, pour se préserver de l'éthique individualiste et dépolitisante du discours de la victime innocente. Les contributions du groupe Duhalde se situent à mi-chemin entre ces deux visions : la mémoire peut s'exercer à partir d'une figure individuelle, mais toujours au nom de la préservation d'un idéal de changement politique en accord avec celui des disparus. Le deuxième procédé spécifique du corpus étudié ici tient quant à lui à la commémoration d'un certain nombre de dates centrales de l'histoire militante des années 1960-1970, dates qui sont davantage mises en valeur que dans la prose et les prises de parole des Mères-mères. Au souvenir du 24 mars 1976 s'ajoute ainsi celui d'une « date militante » par excellence : le 22 août 1972, jour où sont sommairement exécutés une vingtaine de détenus appartenant à des organisations armées révolutionnaires après une tentative d'évasion de la prison de Rawson, en Patagonie. Cette date fait ainsi l'objet de commémorations quasi systématiques par le groupe en question³⁵. Elle a ceci de particulier (comme celle de l'assassinat d'Ortega Peña d'ailleurs) que les faits auxquels elle se rapporte ne se situent pas pendant la dictature 1976-1983, mais permettent d'envisager la lutte pour le respect des droits de l'Homme dans des bornes moins étroites. La répression politique dans l'Histoire argentine est prise dans une perspective large : elle est ainsi reliée à la fois à d'autres périodes dictatoriales (1972) et à des périodes formellement démocratiques (1974) qui, chronologiquement parlant, permettent de rattacher la lutte pour les droits de l'Homme aux luttes pour la révolution qui se développent avant 1976. Cela ne signifie pas que ces éléments soient absents du discours des Mères-mères elles-mêmes ; seulement, ils semblent davantage mis en avant par d'autres acteurs inscrits dans le réseau des Mères, qui se positionnent sur des enjeux à la fois proches et décalés par rapport au reste des organismes de défense des droits de l'Homme. Le champ ne se résumant pas à ces dernières, on peut sortir d'une analyse du discours de la victime militante dans les années 1980 en tant que phénomène isolé, pour en retrouver les logiques et les réseaux de diffusion : sans doute minoritaires, ils n'en sont pas moins dotés d'une dynamique de circulation produisant un certain rayonnement, dynamique à laquelle on mériterait de prêter davantage d'attention. La mise en évidence de figures et de moments différenciés de commémoration des victimes militantes permet ainsi d'élargir l'étude des interactions entre acteurs au sein du champ des droits de l'Homme.

Ces nouveaux acteurs pris en compte dans l'analyse permettent également d'envisager de manière différente la question du rapport présent au passé. Détaché d'une perspective qui fait de la filiation un élément central de l'identité militante, le groupe Duhalde rend plus tangible la continuité de l'expérience temporelle vécue par les militants, par-delà ou en deçà des dates de rupture canonisées par l'historiographie et le discours public dominant³⁶. Chez eux, la volonté d'articuler les luttes passées aux luttes présentes est particulièrement évidente, car elle s'inscrit dans une continuité vécue que ne connaissent pas, *a priori*, les Mères-mères, dont l'engagement est postérieur aux disparitions. Si ces dernières opèrent un cadrage de leur action fondé sur cette équivalence luttes passées/luttes présentes, celui-ci n'en demeure pas moins fondé sur une expérience exogène (celle du militantisme révolutionnaire de leurs

³⁵ Dans *Entre Todos* (n°10, sept. 1985, p. 14), la revue *Madres de Plaza de Mayo* (n°21, août 1986, p. 8 ; n°22, sept. 1986, p. 5) ou *Zona Abierta* (sept. 1988, p. 11).

³⁶ 1976 : coup d'Etat et dictature militaire. 1983 : transition et Etat de droit.

enfants), tandis que la galaxie des militants post-révolutionnaires dont font partie Duhalde et consorts renverse plus radicalement encore la rupture passé/présent par la présence à soi immédiate de l'expérience vécue. Ici, la mémoire des luttes requiert de donner une priorité à la continuité présente des pratiques de répression politique : une importance toute particulière est ainsi accordée aux personnes ayant dû s'exiler pendant la dictature mais ne pouvant revenir après 1983 par crainte de poursuites judiciaires³⁷ ; aux prisonniers politiques de la dictature qui n'ont pas été libérés après 1983³⁸ ; et aux cas de militants, anciens disparus, anciens détenus dans des camps clandestins où ils ont été sujets à la torture qui sont de nouveau faits prisonniers en démocratie. C'est en tout cas ce qui arrive à Graciela Daleo : ancienne militante de l'organisation *Montoneros*, elle est séquestrée par la Marine en 1977 et passe de nombreux mois en détention clandestine à l'ESMA, à Buenos Aires. Elle prend ensuite le chemin de l'exil puis, après 1983, revient en Argentine et participe aux activités de la maison d'édition *Contrapunto* (dirigée par Eduardo Luis Duhalde) tout en commençant à militer avec l'Association des Ex Détenus et Disparus³⁹. En 1988, elle est de nouveau arrêtée et accusée d'être complice du kidnapping extorsif de deux industriels de renom par l'organisation dont elle faisait partie avant la dictature, les faits lui étant reprochés étant donc antérieurs au coup d'Etat de 1976, à la suite duquel elle a subi la répression militaire. Le cas Daleo mobilise particulièrement le groupe Duhalde, qui en fait une sorte d'emblème des contradictions de l'Etat de droit : celui-ci s'acharne contre les militants tout en faisant preuve d'un grand zèle procédural vis-à-vis des militaires jugés. On lui accorde des espaces de témoignage, des entretiens, des reportages, et on lui dédie des poèmes tout au long de sa détention⁴⁰. On est donc confronté dès les années 1980 à un discours qui articule une critique radicale de la démocratie aux commémorations de la dictature, à la fois à l'intérieur et en dehors des structures de l'association *Madres*. Ce dispositif de sensibilisation à la question des droits de l'Homme s'inscrit dans ce qu'on a résumé sous l'appellation « discours de la victime militante », tout en indiquant la diversité possible des expressions, qui se manifeste très rapidement, si tant est qu'on veuille bien prendre en compte la multiplicité des acteurs qui interviennent dans les débats constitutifs du champ des droits de l'Homme. Ce que met en évidence ce dernier exemple vis-à-vis de cette diversité, c'est à la fois un rapport au temps différencié, mais aussi la prise en compte élargie des modalités de la répression, qui ne se concentre pas exclusivement sur le cas des disparitions, mais intègre d'autres formes, données par l'expérience des survivants, au dispositif de sensibilisation.

Conclusion

³⁷ Voir notamment les cas du poète Juan Gelman et du journaliste Miguel Bonasso, tous deux anciens membres de l'organisation *Montoneros*.

³⁸ Ce thème fait l'objet d'articles dans une période qui va de 1984 à 1988. Voir par exemple : *Madres de Plaza de Mayo* n°6, n°9, n°11, n°13 ; *Entre Todos* n°5, n°10, n°11, n°14, n°15 ; *Fin de Siglo* n°9, n°18.

³⁹ Association qui pourrait constituer un point d'entrée dans l'étude du discours de la victime militante par-delà les Mères-mères, à travers la prise en compte d'un groupe militant qui a été quelque peu négligé jusqu'ici, comme le note TAHIR, Nadia, *op. cit.*, pp. 112-127.

⁴⁰ Voir *Fin de Siglo* n°16, n°17, n°18 ou *Nuevo Sur* n°178.

Le discours de la victime innocente aurait dominé les années 1980, le discours de la victime militante n'apparaissant que dans les années 1990 : c'est le constat que j'ai cherché à nuancer dans ce travail.

Tout d'abord, en se penchant sur les groupes considérés comme porteurs du discours de la victime militante, on s'aperçoit qu'ils plongent leurs racines dans un héritage qui précède les années 1990, notamment avec les prises de position de l'AMPM dans les années 1980. Ce groupe, incontournable de par son capital symbolique, accumulé pendant la dictature et préservé par la suite, apparaît cependant comme très isolé dans l'immédiate post-dictature : s'éloignant progressivement, dans son discours et son action, des autres associations de défense des droits de l'Homme de l'époque, il est lui-même aux prises avec une scission interne en 1986, qui en approfondit encore l'isolement.

Son influence reste néanmoins importante : pour en rendre compte, il faut sortir d'une simple analyse en termes organisationnels et se pencher sur la diversité de ses ancrages militants. Ceux-ci dessinent un véritable « champ des droits de l'Homme » au-delà des associations sur lesquelles se concentre généralement l'analyse. Ce champ s'articule notamment autour d'un réseau de revues culturelles et politiques qui contribuent à la diffusion du discours de la victime militante à travers des répertoires d'action discursive diversifiés. On accède ainsi à des formes de remémoration de la répression politique qui sortent du registre de la filiation, multiplient les points de référence commémoratifs et s'attaquent frontalement à la question de l'héritage dictatorial de la démocratie naissante, venant compléter et accompagner la radicalité du discours des *Madres* dans son isolement supposé.

Les deux discours (victime innocente/victime militante) ne se situent donc pas dans une sorte de succession chronologique à somme nulle : ils coexistent dans les années 1980. C'est à l'exploration de cette coexistence que cette présentation a voulu contribuer.